

<https://fakirpresse.info/Quand-les-casseurs-dictent-leur-582>



# Quand les casseurs dictent leur loi - Vidéo (3)

- Vidéo -



Date de mise en ligne : lundi 10 juin 2013

---

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

---

**C'était promis juré : ils allaient « réguler ». D'un G8 à un G20, de Londres à Pittsburgh, en passant par les sommets européens, ils le répétaient : tout allait changer, le « capitalisme fou » deviendrait sage, la spéculation serait « entravée », la finance « encadrée », les banques « surveillées », les paradis fiscaux « pourchassés »...**

**Quatre ans plus tard, la montagne de promesses accouche d'une souris malingre, et hypocrite : l' « Union bancaire ». Un « superviseur », nous dit-on, mais qui ne définit aucune règle, qui autorise encore tous les agiotages, et qui permet bien des Lehman Brother.**

**Comment les financiers et leurs lobbies ont-ils fait, en coulisses, pour obtenir ce blanc-seing ? Comment ont-ils désarmé, entouré, un pouvoir politique qui prétendait les tenir sous contrôle ? Comment ont-ils transformé leur débâcle de 2008 en victoire aujourd'hui ?**

**Fakir vous emmène dans la fabrique d'une loi.**

## Mercredi 5 décembre

### Imbéciles et cyniques

Nous y voilà.

À l'entrée du bâtiment Paul-Henri Spaak, à Bruxelles, on retrouve la plaque d'amitié entre les lobbies et les parlementaires européens (voir *Fakir* n°40).

Elle est toujours là, elle n'a pas bougé :

« *C'est par les discours, les débats et les votes que doivent se résoudre les grandes questions, avec détermination, patience et dévouement.*

« *SEAP. Society of european affairs professionnals.*

*Incorporating felpa. Fédération européenne du lobbying et public affairs.*

« *Inaugurée le 6 décembre 2001, par Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen* ».

C'est gravé dans le marbre, sous les fenêtres de l'Assemblée.

À l'intérieur, dans l'amphi 4 B 001, l'apparat impressionne un peu.

Le cadre est douillet - avec des serveurs à noeud papillons qui versent thé ou café. Le costume est de rigueur, ou le tailleur pour les femmes. Les exposés se tiennent en anglais. Et ils sont truffés de termes techniques, « *système fragmenté... approche de phasing-in... procédure de co-décision...* »

Face à cette institution solide, bien huilée, et bien qu'il s'agisse d'une « *conférence de presse* », les journalistes ploucs - qu'ils viennent de Picardie ou du Péloponnèse - ne se sentent pas autorisés à parler. Encore moins à perturber cet ordre harmonieux.

D'où ma boule dans le ventre.



## Jean-Paul Gauzès

### un passé sans influence

Parce que j'ai prévu des questions un peu violentes.

Qui, par exemple, à la tribune, représente le PPE - le plus grand groupe au Parlement européen ? Jean-Paul Gauzès, un élu de Normandie. Jusqu'en 2007, cet honnête homme exerçait à la fois comme parlementaire et comme « *directeur fiscal et juridique de Dexia* ». À son départ de la banque, « *pour s'impliquer à 100 % dans sa mission de député* », quel portrait en dresse son patron, Pierre Richard, alors PDG de Dexia ? « *Cette décision est tout à son honneur. C'est aussi une chance pour la profession bancaire d'avoir au Parlement européen un homme qui comprend nos problématiques* » (*Revue Banque*, juin 2008). Et il se spécialise, de fait, sur ces dossiers, entre la directive sur les services de paiement, la commission juridique pour Solvabilité 2, l'Union bancaire, etc.

Il est mentionné, d'ailleurs, par CEO, comme l'un des députés qui a recopié des amendements fournis par les lobbies. Mieux : dans un courriel, révélé par l'agence *Reuters*, un lobbyiste de l'Association pour les Marchés Financiers en Europe - AFME en anglais, qui défend les intérêts de Goldman Sachs, Barclays, Deutsche Bank, etc. - un lobbyiste se félicitait que Gauzès soutienne bientôt leurs propositions. Et c'est ce qu'a fait le député français peu après. « *Pour moi, il n'y a pas de problème, a répondu Jean-Paul Gauzès à l'agence. Pourquoi est-ce que je devrais écrire des amendements qui sont plus mauvais que ceux produits par l'industrie ? Ce sont des questions très techniques. Ils doivent être écrits très précisément. Les lobbyistes font ça beaucoup mieux que moi.* »

Sa réputation, il l'a étendu jusqu'outre-Atlantique. Dans son édition du 24 mai 2005, le *New-York Times* titrait : « *Le lobby de la finance démantèle une loi sur le financement des activités terroristes* ». Le correspondant à Bruxelles écrivait qu'« *une proposition de loi - qui visait à renforcer la législation sur les crimes financiers, à couper les fonds qui servent au terrorisme -, cette proposition a été coulée au Parlement européen avec l'aide de députés liés au monde de la finance, notamment (...) un dirigeant d'une banque soupçonnée de blanchiment d'argent.* » Et qui le journaliste pointait-il donc ? Notre timide élu normand. L'envoyé spécial précisait, plus loin, que Jean-Paul Gauzès avait repris « *mot pour mot* » - avec une collègue finlandaise - des « *amendements* » pré-rédigés par des lobbies. Et il poursuivait : « *Mr Gauzes travaille à Paris comme directeur juridique et fiscal de Dexia. Il ne nous a pas révélé le*

## Quand les casseurs dictent leur loi - Vidéo (3)

montant de son salaire chez Dexia. Il a juste écrit dans un courriel que c'est 'proportionnel à son travail', et il a ajouté (...) "j'exerce mon mandat comme membre du Parlement européen en toute indépendance et je ne crois pas que, en principe, il existe un conflit d'intérêt." »

Non : qu'un parlementaire - qui touche plus de 6 000 Euros par mois pour siéger - perçoive en plus un salaire comme « directeur » d'une banque, que la multinationale qu'il co-dirige soit « soupçonnée de blanchiment d'argent », et qu'il intervienne au Parlement européen pour que « la législation sur les crimes financiers » ne soit pas « renforcée », qui verrait là un « conflit d'intérêt » ? Sûrement pas nous.

On prend notre courage à deux mains, et dans l'ambiance feutrée de l'amphi 4B001, on lui balance ça, à peu près, en raccourci, comme question : « Puisque vous avez été directeur de Dexia... puisque votre patron a déclaré que... puisque vous avez assisté au naufrage de votre banque... puisque vous étiez en fonction quand Dexia a entamé ses investissements risqués... puisque ce désastre coûte des milliards, chaque année, notamment au gouvernement belge... puisque ces sauvetages ruineux amputent les budgets sociaux, culturels... puisque, puisque, puisque, est-ce que cette Union bancaire dépourvue de règles permettra d'éviter de nouveaux Dexia ? »

Il réplique en bon matou roué. Comme quoi il n'était pas « directeur de Dexia », mais « directeur fiscal et juridique de Dexia France », comme quoi « il ne voit pas l'inconvénient à ce que chacun ait un métier », comme quoi « il me faudrait être bien malin, un très grand manipulateur, pour influencer les 740 autres députés », comme quoi « je n'ai pas l'impression que ce passé m'influence ».

Mais c'est son collègue, Sven Giegold, élu des Verts et créateur d'ATTAC Allemagne qui me porte l'estocade : « Lorsque je suis arrivé ici, au Parlement, M. Gauzès m'a semblé plutôt favorable à réguler la finance », et de me recommander, pour la prochaine fois, d' « effectuer un travail plus sérieux ». Sans doute pourra-t-il délivrer les mêmes conseils aux journalistes de Reuters ou du New-York Times...

Dans les couloirs, avec une nana de L'Expansion, on interroge encore Gauzès : « Le problème de Bâle 3, c'est que ça va très loin, juge-t-il... Il n'y pas d'étude d'impact... Il y a un risque de distorsion de concurrence... Il faut distinguer entre ce qui est nécessaire et ce qui est raisonnable... Faire une loi bancaire en France, ça serait une bêtise... Je l'ai dit à des proches de Moscovici la semaine dernière : "Les marchés, vous savez ce qu'ils vous disent..." » Ainsi plaide-t-il, devant la presse, dans l'entourage du ministre des Finances, dans la commission économique du Parlement, pour une régulation très limitée. Et tout ça, bien sûr, non parce qu'il serait soudoyé : juste par conviction personnelle, largement forgée, plus qu' « influencée », par des décennies d'activité professionnelle comme cadre-dirigeant d'une banque qui a pratiqué la spéculation jusqu'à en couler.



## Kay Swinburne

### Les règles diluées

« J'ai une inquiétude : à force de diluer les règles, le risque, c'est que le comité de Bâle estime que nous ne remplissons pas les critères. Le comité de Bâle lui-même a déjà envoyé une lettre, où il épinglait la France, les Allemands. »

Bizarrement, c'est une députée de droite - et britannique - qui tient ces propos sur l'estrade, réputée proche des milieux d'affaires : Kay Swinburne. À la Commission économique, elle a repris un paquet d'amendements des lobbies, et presque en toute transparence : durant le second semestre de 2010, alors que le projet d'Union bancaire était dans les tuyaux, cette parlementaire a ainsi rencontré vingt lobbyistes du secteur financier, dont l'ISDA, une association de négociants en produits dérivés, l'AIMA, qui représente les fonds de pension, etc.

D'où ma question : n'est-ce pas à cause de ces lobbies, entre autres, que les règles sont constamment « diluées » ? Et de rappeler le comité de Larosière, la plaque d'amitié à l'entrée, etc.

« Qu'est-ce qu'un lobbyiste ? » Kay Swinburne se lance dans le relativisme. « Toute personne qui peut m'aider est un lobbyiste. Pour m'informer, je préfère avoir toutes les idées, toutes les opinions... » Mais les diabétiques grecs, par exemple, dont les médicaments ne sont plus remboursés, n'ont pas encore eu la présence d'esprit d'ouvrir un bureau à Bruxelles, et de payer une dizaine de représentants pour défendre leur juste cause...

La socialiste Elisa Ferreira, du Portugal, n'a « aucun problème pour parler avec des lobbyistes », mais par ailleurs elle n'a « jamais vu cette plaque d'amitié ».

Qu'à cela ne tienne : on attend la fin de la conférence et on lui proposera de l'emmener.

## Elisa Ferreira

### Eurogaga

L'élue portugaise descend de l'estrade :

« Non non, là, je ne peux pas...

- Y en a pour cinq minutes, je vous conduis...

- Non non, je trouverai toute seule.

- Mais qu'est-ce que vous en pensez, vous, que les lobbies aient leur plaque à l'entrée ?

- Je ne trouve pas ça particulièrement choquant. Ça fait partie du processus communautaire.

- Et que "la feuille de route" de l'Union européenne ait été rédigée par Jacques de Larosière, le président de Eurofi, un des principaux lobbies financiers ?

- Jacques de Larosière est un vrai européen. Il apporte avec lui la puissance de la banque européenne. Ça va renforcer la compétitivité du secteur.

- Attendez, je veux être sûr de comprendre. Je vous dis que le document initial, majeur, de l'Europe concernant la régulation financière a été confié au président d'un lobby de la finance, qui a derrière lui JP Morgan, AIG, UBS, bref, presque toutes les banques, qui ont lourdement spéculé, parfois de façon frauduleuse, qu'il avait à ses côtés, dans son comité, des dirigeants de Goldman-Sachs, Citygroup, Lehman Brothers, et vous me dites, vous, socialiste, que vous n'êtes pas choquée ?

- Ce sont des vrais Européens. Et tant mieux s'ils animent un lieu de débats. Ils font des choses très intéressantes.

»

J'en reste baba. Cette députée est de bonne foi, me semble-t-il.

Comme quoi, il y a nettement plus dangereux que les cyniques : les imbéciles.

**Jeudi 13 décembre 2013**

## L'agonie d'une volonté

Une semaine après notre visite, les ministres des Finances paraphaient le texte, et *Le Figaro* titrait « *Accord à l'arraché sur l'union bancaire européenne.* »

C'était la signature d'un long renoncement, l'agonie d'une volonté politique, comme une baudruche qui se serait lentement dégonflée.

Souvenons-nous : c'était il y a quatre ans.

« *On ne peut vivre avec un système financier qui spéculé avec du papier sans engendrer un seul emploi, sans fabriquer une seule vis, une seule chaussure, une seule chemise* », tempêtait le dirigeant brésilien Lula. « *Nous devons envoyer au monde entier le message que chaque pays doit à l'avenir observer des règles, estimait le Premier ministre de la City, Gordon Brown, sinon le système bancaire va revenir où il en était avant la crise et ceci est totalement inacceptable.* » Le meilleur demeurant, quand même, notre Nicolas Sarkozy à nous, qui fustigeait « *un capitalisme financier devenu fou à force de n'être soumis à aucune règle* », dénonçant en vrac une « *mondialisation [qui] ne survivra pas à la loi de la jungle* », « *la logique de la compétitivité à tout prix* », « *les parachutes dorés et les gains mirobolants des spéculateurs* ». Et le G20 s'engageait à Pittsburgh, en 2009, à « *limiter la prise de risque excessive, celle-là même qui avait conduit certaines banques à la faillite* ».

De profonds.

Enterrée, cette ambition.

À la place, à quoi aboutit-on ? A rien. À une Union bancaire qui ne fixe aucune règle.

Ou alors, en deçà des normes internationales, déjà modestes. Comme si on embauchait un gendarme, mais sans une loi à faire respecter !

C'est qu'ils ont bien travaillé, en face.

Avec patience et longueur de temps. Chapeau.

Et nous, où étions-nous ? Nos syndicats, nos partis, nos manifs pour peser dans la balance ? On va aussi payer cette absence.